



agriculteur flash

Éléments de conjoncture agricole en Aquitaine au premier semestre 2001

(fin de rédaction juin 2001)

Filières végétales : la filière viticole régionale en retrait

Vins de Bordeaux : un démarrage tardif des transactions, des prix moyens en retrait

Source : synthèse de la note du Conseil interprofessionnel des vins de Bordeaux (CIVB) de fin mai 2001

Aux trois quarts de la campagne 2000-2001, les volumes enregistrés par le CIVB sont en retrait de 8 % pour les contrats d'achat en vrac (qui correspondent à près de la moitié des transactions). Cette situation reflète un démarrage tardif. A l'exception des blancs secs, actifs dès le début de la campagne (au mois de septembre) du fait d'une réduction des surfaces et des volumes récoltés, le marché a commencé à s'activer pour la seule appellation Bordeaux rouge fin janvier. C'est aux mois d'avril et mai que l'activité s'est confirmée et que les transactions ont démarré pour les autres appellations. Concernant le repli de près d'un tiers des DPMM (déclarations préalables de mise en marché), il n'a pas de signification économique réelle mais plutôt fiscale et administrative (de nombreux enregistrements ont été effectués en décembre 1999, par anticipation, afin d'échapper aux hausses des cotisa-

tions interprofessionnelles début 2000 ; d'autre part, l'incertitude des prochaines réformes freine le dépôt des DPMM). Les prix moyens du vrac en blanc ou en rouge ont connu une érosion en mai (toutefois les prix du rouge sont en dessus de ceux de l'an passé à la même période).

Dans un contexte de baisse répétée de la consommation des vins de qualité (- 1 %), les ventes en GMS continuent de progresser (+ 6 % par rapport à l'an passé) avec néanmoins l'apparition de ventes réalisées à moins de dix francs la bouteille.

Concernant l'exportation, volumes et valeurs continuent de progresser (respectivement + 2 % et + 5 %) avec de bonnes performances vers les Etats-Unis (+ 11 %), le Canada (+ 17 %) et l'Asie (+ 9 %) qui confirment les progressions observées lors de la précédente campagne.

Vins de Bergerac : une difficulté à stabiliser les cours dans un contexte d'offre-demande déséquilibré

Source : synthèse de la note du Conseil interprofessionnel des vins de la région de Bergerac (CIVRB) de fin avril 2001

Après huit mois de campagne, le

cumul des transactions en vrac révèle un repli de 27 % par rapport à la même période sur la précédente campagne et les cours sont généralement en retrait. Seuls les volumes commercialisés en Bergerac rosé et Pécharmant progressent. Dans une moindre mesure, les déclarations mensuelles de sorties de propriétés affichent un repli de 8 %. Fin avril 2001, le volume des disponibles à la vente à la propriété est supérieur de 17 % à celui observé un an plus tôt reflétant un déséquilibre conjoncturel d'offre et de demande, notamment pour les appellations Bergerac rouge et Côtes de Bergerac blanc.

Sur le premier trimestre 2001, les volumes exportés diminuent de 11 % et leur valeur de 9 %. Ce repli est plus marqué vers l'Union européenne, notamment vers l'Allemagne, que vers les pays tiers. Les marchés extérieurs en reprise sont le Royaume-Uni, la Belgique, le Canada et le Japon.

L'interprofession se mobilise pour maintenir les efforts déjà réalisés sur la qualité des produits et propose une réflexion pour adapter au mieux offre et demande.

Fruits et légumes : des retards de démarrage de campagne dus aux conditions climatiques difficiles

Source : *Gie fruits et légumes* et BGSO

Les mauvaises conditions climatiques ont perturbé le déroulement de la campagne fruits et légumes. De plus, ce secteur reste très ouvert et fortement concurrencé par les productions nationales et des autres pays d'Europe. Malgré cela, certains produits arrivent à maintenir des prix corrects (par exemple la Guariguette ou l'asperge et le pruneau). En revanche, la situation est plus difficile pour des productions comme la pomme ou la pomme de terre primeur.

La campagne de fraises de printemps, qui se finit à la fin juin, est atypique en Lot-et-Garonne dans la mesure où il y a eu un écoulement régulier, même au mois de mai. Le bon positionnement commercial de la Gariguette s'est confirmé, notamment par rapport à des produits espagnols concurrents. En Dordogne, les résultats sont également plus satisfaisants sur la Gariguette que sur la fraise ronde. Les prix semblent globalement supérieurs à ceux observés sur la précédente campagne.

A 90 % de la campagne d'asperges, il apparaît que les cours se sont bien maintenus (environ + 10 %) mais avec un manque de production de l'ordre de - 20 à - 30 %. Les niveaux de production apparaissent très disparates selon la zone géographique au profit des zones sableuses qui ont moins souffert de l'excès d'eau enregistré depuis le début de l'année. Depuis début juin, la production régionale est fortement concurrencée par une arrivée massive de productions allemande et hollandaise, ce qui entraîne une baisse des prix.

L'amélioration des températures au mois de juin a relancé la consommation de concombres qui avait connu un mauvais début de campagne.

Le début de campagne est difficile pour les tomates, plus particulièrement pour la grappe, du fait d'un référencement en GMS délicat. La reprise de la consommation depuis la hausse des températures associée à un retrait des productions européennes (plus précisément de Belgique) permet une amélioration de la situation avec des apports régionaux importants et des prix qui se tiennent bien.

Malgré un arrivage tardif de la pomme de terre primeur sur le marché (deux semaines de retard par rapport à la campagne précédente), la concurrence de la pomme de terre de conservation reste encore forte. Les conséquences dans le Sud-Ouest ne sont pas affolantes car la récolte est étalée et d'un volume limité, aussi les cours sont, pour le moment, relativement corrects.

Le démarrage de la campagne de la carotte primeur est plutôt satisfaisant avec des prix supérieurs à ceux observés en 2000 (par exemple, semaine 24 pour la catégorie extra, le prix moyen est de 4,39 francs, soit deux francs de plus qu'en 2000). Le marché est fluide avec un bon courant à l'exportation ; les prévisions de niveau de production révèlent une croissance de l'ordre de 4 % (160 000 tonnes de carottes primeurs prévues pour un tonnage total de carottes de 450 000 tonnes).

La campagne 2000/2001 de carottes d'hiver a été perturbée par les pluies d'automne et d'hiver qui ont diminué rendements et qualité. Mais, face à une offre nationale et internationale allégée, les cours se sont améliorés jusqu'à la fin du mois d'avril.

Le démarrage de la campagne du melon souffre des conséquences de la mini crise dans le Sud-Est (très vive concurrence de l'Espagne et engagement de volumes auprès des GMS non respecté) qui se traduit essentiellement par des prix faibles. Les prévisions de récoltes sont porteuses pour le Sud-Ouest avec, d'une part, une croissance des surfaces en Néracais mais également une baisse des surfaces de production en Val d'Oise et très certainement en Sud-Est (régions fortement concurrentes du Sud-Ouest).

La campagne de pommes se termine correctement en terme de consommation intérieure et extérieure. En début de campagne, malgré des prix bas, il y a eu un bon écoulement sur le marché. En fin de campagne, les prix sont plus corrects ce qui n'évite pas les campagnes d'arrachages, conséquence de plusieurs années difficiles. Contrairement aux autres bassins de production français, les perspectives de récolte sur le Sud-Ouest semblent stables mais dans un contexte européen de surproduction et de concurrence vive.

Les opérateurs de la région ont mal supporté la concurrence étrangère

malgré une récolte de poires d'automne-hiver plutôt faible.

La campagne de kiwis a eu un démarrage tardif du fait de la présence soutenue et longue des produits néo-zélandais et des petits calibres italiens. Ainsi, jusqu'en février 2001, il y a eu un retard d'écoulement de l'ordre de 15 à 20 % avec un marché difficile. En février-mars, grâce à une campagne de communication importante et une pression forte auprès des distributeurs, la situation s'est améliorée avec une augmentation de 20 à 30 % de la consommation mais à des prix bas (mises en marché à 10 francs les douze kiwis contre habituellement 10 francs les dix). Depuis le mois d'avril, les prix se sont améliorés ce qui permet de rattraper le début de campagne difficile.

Dans un environnement international favorable (faiblesse du dollar), la production régionale de pruneaux n'a pas pu répondre suffisamment aux exigences du marché à l'exportation (les volumes exportés correspondent habituellement à 45 % du total commercialisé) par manque de volumes en petits et moyens calibres. En revanche, les très gros calibres, d'excellente qualité, correspondent tout à fait à la consommation française et ont pu s'écouler facilement. Les prévisions pour la récolte de septembre sont encourageantes du fait d'une augmentation des volumes par rapport à la situation observée depuis trois ans (55 000 tonnes attendues pour 2001 contre 39 700 en 2000 et 30 000 en 1999) accompagnée d'un rééquilibrage des calibres.

Grandes cultures

Source : synthèse de la note de l'AGCA (administrateurs FOP, AGPB et AGPM, ONIC)

Maïs : baisse des exportations vers l'Espagne, prix rendu Bordeaux à 80 francs le quintal

Pour 2001, l'ONIC donne une première estimation des surfaces de maïs de 375 000 hectares, en légère augmentation du fait des transferts entre cultures, notamment du blé qui a souffert des intempéries automnales (l'évolution des surfaces est moins marquée qu'à l'échelon national car l'Aquitaine est avant tout une région maïsicole). Les semis, majoritairement réalisés après le 15 mai, se sont généralement mieux passés qu'en 2000 ; la levée et l'implantation ont été correctes dans l'ensemble. Le premier semestre 2001 est marqué par

Agritaine flash

une faible activité du marché espagnol qui est habituellement un gros pays importateur (les principales raisons qui expliquent cette situation : les quotas d'importation de l'Espagne en provenance des pays hors marché européen ont été réalisés de façon prématurée ; la consommation de maïs pour l'alimentation animale a également été fortement ralentie en Espagne, d'autant que le maïs a été concurrencé par le blé dont les prix étaient plus bas). Pour autant, le prix rendu Bordeaux s'est maintenu aux alentours de 80 francs le quintal, ce qui est néanmoins inférieur au prix observé il y a un an (en moyenne, environ 83 francs). Par ailleurs, le prix payé au producteur a encore subi une baisse de l'ordre de 5 francs.

Céréales à paille : baisse des surfaces du fait des mauvaises conditions climatiques

Les blés ont bénéficié d'une année favorable limitant les problèmes d'ordre sanitaire. Cependant, les fortes températures de début juin qui se maintiennent ont entraîné un phénomène d'échaudage qui, selon les zones, pourrait induire une perte de rendement comprise entre 5 et 30 %. Les prix sont corrects sur le premier semestre ; par exemple, en janvier et février, le prix départ agriculteur atteint les 80 F/quintal. L'Espagne reste la principale destination de la production de blé. Du fait des intempéries, les surfaces en blé ont accusé une

baisse de 9 % (74 000 hectares au lieu de 80 000 hectares) et, dans une moindre mesure, également celles de l'orge et du triticale.

Oléagineux : des prix d'un meilleur niveau que celui de 2000

Les surfaces semées en colza ont diminué cette année, à l'inverse du tournesol et du soja qui enregistrent une croissance. Les semis précoces ont bénéficié de bonnes conditions climatiques tandis que les plus tardifs ont tendance à souffrir de la sécheresse. Le marché des oléagineux est globalement porteur : dès la fin de l'année 2000, les stocks étaient quasiment épuisés ; il y a donc eu peu de ventes sur le premier semestre 2001 avec des prix de meilleurs niveaux que ceux de 2000. L'influence de la plus forte demande en colza diester rend le marché plus attractif (le prix du colza est en hausse de 10 % environ). Par ailleurs, la prime au soja tracé non OGM est maintenue en 2001, elle devrait être proche de 1000 F/ha.

Tabac : campagne correcte

Source : Tabac Garonne Adour

Les résultats de la campagne 2000 dont les livraisons se sont terminées en février 2001, sont bons en quantité et qualité. Les quotas attribués aux deux coopératives d'Aquitaine ont été atteints ou dépassés en tabac Brun et Virginie mais non atteints en Burley du fait des mauvaises conditions climati-

ques de l'automne. En 2001, les plantations habituellement effectuées début mai ont eu une dizaine de jours de retard du fait des conditions climatiques difficiles. Les surfaces régionales (2 315 hectares en 2001) sont stables par rapport à l'année 2000 avec la poursuite de la baisse du tabac Brun qui passe à 540 hectares et la progression des variétés blondes Burley (1 445 hectares) et Virginie (330 hectares).

Les deux coopératives Tabac 47 et Aquitab ont fusionné pour créer Tabac Garonne Adour qui regroupe, en Aquitaine, les producteurs des Pyrénées-Atlantiques, des Landes, du Lot-et-Garonne ainsi que du Sud Gironde (les producteurs de Nord Gironde étant adhérents à Périgord Tabac).

Flours et plantes : un marché qui souffre d'un printemps pluvieux

Source : Gie Fleurs et plantes du Sud-Ouest

Les mois de mai et juin sont conformes aux années précédentes mais le démarrage de la saison a été plus tardif du fait des conditions climatiques particulièrement peu propices aux plantations d'extérieur. Ainsi, le mauvais écoulement du début de campagne, associé à la mévente des bisannuelles à l'hiver, implique des stocks plus importants, ce qui freine les rotations de cultures programmées. Les répercussions économiques seront sensibles.

Filières animales : la crise de la filière bovine persiste, les autres productions animales bénéficient du transfert de consommation

Bovins viande : l'Aquitaine, une région affectée par les crises de l'ESB et de la fièvre aphteuse

Source : Aquilbev, EDE Dordogne et Pyrénées-Atlantiques

La crise que connaît la filière bovine est sans précédent. Malgré son orientation vers la qualité, l'Aquitaine n'a pas été épargnée. L'ensemble de la filière est touché : coup d'arrêt, pour trois mois, à l'export d'animaux vivants, baisse de la valeur marchande, mévente des vaches de réforme, augmentation des coûts (tests, non valorisation des déchets...), baisse d'ac-

tivité des abatteurs, découpeurs et transformateurs, graves problèmes de trésorerie et chômage partiel, risque de perte de confiance chez des éleveurs et de déstructuration d'un cheptel actuellement composé à 90 % de races pures (Blonde d'Aquitaine, Bazadaise et Limousine), une politique de retrait des animaux non testés limitée par les faibles capacités de destruction régionales... et, en plus... des phénomènes climatiques inquiétants.

Il est indispensable, conjoncturellement, de soulager les difficultés des opérateurs les plus touchés (aides directes à la trésorerie, bonifications

de taux, abaissement du coût des tests...) et d'éviter, notamment, des arrêts d'activité de petits producteurs ; structurellement, dans trois domaines complémentaires, de développer les moyens permettant la qualification de tous les élevages pour approvisionner les filières certifiées, d'aboutir à un étiquetage complet au niveau européen, de redonner confiance aux consommateurs, en France mais aussi chez nos partenaires européens, et d'assurer une communication collective forte sur les viandes sous signe de qualité de l'Aquitaine en valorisant nos races, nos terroirs et nos savoir-faire.

Bovins lait : une diminution de la collecte un peu moins forte que dans les autres régions, des prix corrects

Source : FRPL

Sur les cinq premiers mois de l'année, la collecte en Aquitaine s'élève à 3,073 millions d'hectolitres, soit un retrait de - 0,5 % par rapport à la même période de 2000. Le département des Pyrénées-Atlantiques, qui représente 40 % de la collecte régionale, observe le retrait le plus important (- 2,4 %) alors que la Dordogne (27 % de la collecte régionale) connaît une légère croissance.

Le niveau des prix est toujours satisfaisant : + 10,6 centimes par litre sur le premier trimestre 2001 et + 10,9 centimes sur le second trimestre (rappel de l'évolution du prix au cours de l'année 2000, en centimes/litre : premier trimestre 2000 = + 1,8, deuxième trimestre 2000 = + 1,9, troisième trimestre 2000 = + 6,8, quatrième trimestre 2000 = + 11,9). Toutefois, les éleveurs laitiers ont par ailleurs souffert des effets de la crise bovine.

L'actualité laitière est notamment marquée par la négociation du contrat régional stratégique avec le Ministère de l'Agriculture et le Conseil régional afin de préparer l'avenir de l'économie laitière régionale notamment sur l'aménagement de la gestion des quotas en tenant compte des caractéristiques des régions du sud et d'une nécessaire harmonisation des objectifs des projets agricoles départementaux (PAD) ; d'éviter les sous-réalisations chroniques et donner des garanties à l'installation d'un plus grand nombre de jeunes agriculteurs. Afin de répondre aux exigences de sécurité alimentaire, la filière met en œuvre l'accord interprofessionnel de traçabilité-sécurité avec l'adaptation des équipements du CIALSO et ceux des partenaires de la filière laitière. Par ailleurs, face à la crise bovine, la filière est mobilisée pour valoriser les animaux issus du troupeau laitier.

Porcs : une amélioration des cours face à une stagnation des volumes

Source : INPAQ

Les cours du porc (au cadran sur le marché du porc breton) bénéficient amplement du transfert de consommation au détriment des viandes bovines. Sur les six premiers mois de l'année, le prix au kg est de 3 francs supérieur à celui enregistré sur la même période en 2000. En revanche, le nombre de porcs commercialisés a diminué pour s'établir entre 600 000 et 650 000 porcs sur douze mois. Depuis octobre 2000, le nombre de jambons certifiés entrés en salaison a diminué (en moyenne 21 000 de janvier à avril 2001 contre 23 500 sur la même période, il y a un an). Pour relancer la production, des investissements chez les salaisoniers sont en cours de réalisation. Par ailleurs, une campagne publicitaire télévisuelle est programmée début juillet pour réactiver la consommation de jambon de Bayonne. De la même manière, les volumes commercialisés sous la marque collective « Porc frais d'origine Sud-Ouest » stagnent à 25 000 carcasses valorisées, en dessous des espérances des professionnels. Pour redynamiser ce marché, il est envisagé de transformer la marque en signe de qualité.

Ovins lait : progression de la collecte, déficit structurel de l'approvisionnement local

Source : Interprofession ovine

Les prévisions de collecte, fin mai 2001, s'élèvent à 38 millions de litres, soit une progression de 3,5 % par rapport à la précédente campagne (décembre 1999 à octobre 2000). En parallèle, le besoin des collecteurs en volume d'approvisionnement s'est accru de 7,6 %. Ainsi, aujourd'hui, sur la base d'une estimation effectuée à l'horizon 2003 qui révèle une permanence du déficit d'apport local, le

déficit est désormais qualifié de « structurel » par l'ensemble de la filière.

Ovins viande : des échanges perturbés avec l'Espagne

Source : AREOVLA

A la fin du mois de mai, la cotation nationale officielle du mouton dépassait 38 F/kg, soit 33 % au-dessus de celui de l'année précédente. Les perturbations du marché occasionnées par la gestion de la fièvre aphteuse ont été bénéfiques au secteur ovin français. De plus, la demande est toujours importante au début du printemps grâce aux nombreux ponts du mois de mai et aux transferts qui s'effectuent au détriment de la viande bovine. De la même manière, le prix moyen des agneaux d'origine française a augmenté, en hausse annuelle, de 40 %, à 45 F/kg de carcasse. Toutefois, ces niveaux de prix ont, selon le panel SECODIP, impliqué un recul de 22 % de la consommation d'agneau par rapport à la même période de 2000. Régionalement, le souci essentiel de la filière sur la première partie de l'année 2001 a été de faciliter les échanges avec l'Espagne, rendus difficiles dans un contexte de lutte contre la fièvre aphteuse.

Volailles de chair : une consommation de poulets label accrue sur le premier semestre

Source : Arval

La production de volailles de chair en Aquitaine, orientée sur les productions label rouge, a augmenté de 7,8 % en 1999 et de 7,4 % en 2000. Ce constat positif de la production est la conséquence des problèmes rencontrés dans d'autres filières d'élevages. La hausse des mises en place de poulets continue pour le premier trimestre 2001 au même rythme que les deux années précédentes avec + 9 % par rapport à la même période 2000. Les poulets mis en place au cours de ce premier trimestre 2001 arriveront

sur le marché au début de la période estivale alors que le secteur des viandes se rééquilibre (source SYNALAF) et que le rythme de progression des labellisations marque le pas avec seulement une légère augmentation de 3,6 % au premier trimestre 2001 (+ 15 % en 2000/1999). Au niveau de la production, quelques retards dans les enlèvements sont à prévoir ainsi que des difficultés pour trouver des bâtiments disponibles pour les mises en place des volailles festives (chapons et dindes fermières). Le développement des volumes sur 2000 n'a pas profité à l'ensemble de la filière. L'évolution des prix en grandes surfaces (jusqu'à 47,75 F/kg le poulet PAC label rouge des Landes) n'a pas suivi l'évolution des prix de reprise. Cet enthousiasme vers les produits de volailles sous label rouge profite sans doute un peu aux abattoirs mais surtout à la grande distribution qui compense la perte de rentabilité sur certaines viandes par l'augmentation des marges sur les produits de volailles. Les prix promotionnels planchers relevés pour le poulet PAC label rouge sur la ville de Mont-de-Marsan sont, depuis le début de l'année 2001, entre 1 et 6 francs supérieurs à ceux observés sur la même période de l'année 2000.

Pourtant, le développement de la production se heurte parfois à des réticences des futurs éleveurs à s'engager et aux anciens à se développer ; les prix et les marchés mobilisent toute l'attention des éleveurs.

Palmipèdes gras : un marché porteur

Source : rapport économique du CIFOG de juin 2001

Dans un contexte agro-alimentaire très perturbé, le marché du foie gras a connu une année 2000 très satisfaisante avec une progression de l'offre globale en foies gras crus sur le marché français de 8 %. L'année 2001 démarre dans un contexte de marché de la viande porteur pour les filières comme celle des palmipèdes gras. Avec une viande souvent associée à l'univers des viandes rouges, le magret bénéficie pleinement de ce report de consommation, justifiant presque une progression soutenue de la production de palmipèdes gras. Reste que le marché du foie gras n'évolue peut-être pas dans les mêmes proportions au vu des premiers chiffres d'achats des ménages. Il est donc fondamental de rester raisonnable dans les mises en place, la progression constatée sur les

derniers mois doit inciter à la prudence. La reprise engagée au quatrième trimestre 1999 s'est maintenue en 2000, le prix moyen du foie gras de canard « sortie salle de découpe » augmente de 6,6 % à (143,91 F/kg) et le premier trimestre 2001 confirme cette tendance. Le prix moyen du magret sur l'année 2000 s'établit à 51,48 F/kg, soit + 10 % par rapport à 1999. La tendance est identique pour les cuisses à confire (16,28 F/kg, soit + 16 %). Les cours du magret restent soutenus pour le premier trimestre 2001 et baissent pour les cuisses à confit.

Lapins : bonne tenue des cours

Source : Aquitaine Lapins

Dans un contexte de forte demande, la production cunicole française poursuit, début 2001, sa tendance à la baisse engagée en 2000. A l'échelon régional, la bonne tenue des cours engendre une recrudescence des projets d'installation, notamment en élevage label (sur les quatre premiers mois de l'année, le prix du kilo vif est en moyenne 1 franc au-dessus de celui observé en 2000 sur la même période). Un deuxième abattoir vient d'être habilité pour l'abattage des lapins label rouge.

Le revenu des agriculteurs baisse en 2000 pour la troisième année consécutive

Source : Les comptes de l'agriculture, DRAF Aquitaine

Après une baisse de 4 % en 1998, de 4,9 % en 1999, le revenu global par actif en Aquitaine diminue de 7 % en 2000, soit de façon très marquée. Cette diminution s'explique par un recul de 5 % de la valeur des productions végétales (elle représente 72 % de la valeur de l'ensemble des productions de biens agricoles), notamment des vins de qualité (- 6 % à 12,7 millions de francs en 2000), par une croissance de 1 % des consommations intermédiaires (notamment des produits pétroliers qui ont progressé de 13 % en une année) et de 3 % des charges d'exploitations. Compte tenu des premiers éléments de la campagne 2001, il est à craindre une baisse répétée du résultat agricole et de façon encore plus importante qu'en 2000 (crise bovine, situation viticole contrastée et effet modulation sur la filière maïs).

La situation régionale contraste avec la stabilité nationale observée en 2000 (croissance nationale de + 0,2 %).

Par ailleurs, la situation régionale masque des disparités importantes dans les cinq départements :

- Disparités en terme d'évolutions. La Gironde accuse un repli de 12 % du résultat agricole par actif (résultat moyen) alors que le Lot-et-Garonne progresse de 5 % grâce au résultat globalement satisfaisant de la valeur de la production des fruits et légumes. La Dordogne observe une progression de 2 % du résultat agricole par actif (résultat moyen), notamment par une bonne tenue affichée des filières d'élevage (les effets de la crise bovine n'affectant pas le résultat global de l'année 2000) et un retrait du nombre d'unités de

travail agricole total. Les Landes enregistrent une baisse de 4 % malgré le recul du nombre d'UTAT et essentiellement du fait d'un recul de 2 % de la valeur de la production agricole. Dans les Pyrénées-Atlantiques, la situation est également à la baisse (- 2 %) mais de façon moins soutenue.

- Disparités en terme de niveaux de revenu. L'Aquitaine obtient en 2000 un niveau moyen de revenu agricole par actif de 152 400 francs, soit quasiment autant que la moyenne nationale (155 700 francs par actif). Cette situation est essentiellement due à un niveau très supérieur de la Gironde (275 000 francs par actif en moyenne) car le revenu moyen, hors résultat de la Gironde, s'élève à 83 940 francs par actif, à près de 50 % du niveau moyen français.

Aquitaine : comptes de l'agriculture

En millions de francs constants 2000 (Indice courant PIB 2000=100,9)

	Valeur en millions de francs		Variations
	1999	2000	1999/2000
Produits végétaux	25 083	23 912	- 4,7
Céréales	4 075	3 997	- 1,9
dont blé tendre	417	462	+ 10,9
dont maïs	3 400	3 271	- 3,8
Oléagineux	451	327	- 27,7
Tabac	138	136	- 1,1
Fourrages	1 228	1 193	- 2,9
Légumes frais	1 720	1 751	+ 1,8
Fruits	1 575	1 716	+ 8,9
Vins de qualité	13 538	12 688	- 6,3
Autres produits végétaux	2 359	2 105	- 10,8
Produits animaux	7 794	8 056	+ 3,4
Gros bovins, veaux	2 699	2 759	- 2,2
Porcins	428	537	+ 25,4
Ovins	329	336	+ 2,2
Volailles et œufs	2 200	2 243	+ 2,0
Laits et produits laitiers	1 805	1 840	+ 1,9
Autres produits animaux	333	341	+ 2,2
Production totale au prix de base	34 348	33 482	- 2,5
dont production de services	1 471	1 514	+ 2,9
Consommations intermédiaires	14 126	14 283	+ 0,8
Charges de cultures	3 187	3 105	- 2,6
Charges animales	3 617	3 644	+ 0,8
Entretien et produits pétroliers	2 658	2 853	+ 7,3
Autres consommations intermédiaires	4 664	4 682	+ 0,4
Subventions d'exploitations	688	697	+ 1,3
Salaires et cotisations sociales	3 782	3 901	+ 3,1
Impôt sur la production	628	623	- 0,8
Résultat agricole	15 525	14 331	- 7,8
Unités de travail annuel (UTA) totales	94 861	94 040	- 0,9
Résultat agricole par UTA totales, en francs	163 669	152 395	- 6,9

Des disparités départementales

Le résultat agricole par actif*
et son évolution 1999/2000 en francs constants 2000

	En francs par actif*	Evolution en %	Niveau relatif /Aquitaine
Dordogne	61 555	+ 2	40
Gironde	275 045	- 12	180
Landes	128 033	- 4	84
Lot-et-Garonne	101 507	+ 5	67
Pyrénées-Atlantiques	65 827	- 2	43
AQUITAINE	152 395	- 7	100
France entière	155 667	+ 0	102

Le résultat agricole par actif*,
niveau relatif à celui de la France entière

	Niveau relatif /France entière
Dordogne	40
Gironde	177
Landes	82
Lot-et-Garonne	65
Pyrénées-Atlantiques	42
AQUITAINE	98
France entière	100

* actif entendu ici Unité de travail annuel total

Source : Comptes de l'agriculture, Juin 2001. DRAF Aquitaine. Traitement CRAA